L'hon. M. Pearkes: Monsieur l'Orateur, je n'en sais rien et je doute fort que ce soient les dispositions actuellement existantes entre le général Partridge et le président des États-Unis.

L'hon. M. Martin (Essex-Est): Je fais tenir au ministre la question posée au commandant de la défense aérienne continentale, ainsi que la réponse, et j'aimerais poser une autre question. Mon honorable ami peut-il dire si, oui ou non, le gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni a été mis au courant de cette mesure proposée? Mon honorable ami peut-il dire également si la question a été discutée au comité de défense du cabinet?

Le très hon. M. Diefenbaker: Oh, Oh!

L'hon. M. Martin (Essex-Est): Le premier ministre dit "Oh, Oh!". C'est là une question extrêmement importante.

Le très hon. M. Diefenbaker: En effet.

L'hon. M. Martin (Essex-Est): A-t-elle été discutée au comité de défense et au cabinet? Est-ce une décision du cabinet ou une décision purement fondée sur la discrétion ministérielle?

L'hon. M. Pearkes: Monsieur l'Orateur,...

M. l'Orateur: A l'ordre! Avant que le ministre réponde à cette question, je dois dire qu'il est irrégulier d'essayer de savoir ce qui s'est passé au sein du cabinet, bien que les autres parties de la question me paraissent dans l'ordre.

L'hon. M. Pearkes: Monsieur l'Orateur, je dois avouer que je suis étonné qu'un ancien membre du cabinet me pose une telle question. Je suis, comme il l'était lui-même, lié par le serment de discrétion.

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, je suis sûr que Votre Honneur est ici victime d'un malentendu sur la nature de la question. Je n'ai pas demandé au ministre ce qu'avait discuté le comité de défense ou ce qu'avait étudié le cabinet. Je n'ai fait que lui poser une question (ce qui est, je crois, le droit de tout député en cette enceinte) pour savoir du Gouvernement si une décision aussi importante que celle dont nous parlons avait d'abord fait l'objet d'un examen au comité de la défense et au sein du cabinet lui-même. Je ne veux pas savoir ce qu'a dit le cabinet des ministres. Je demande simplement si la décision a été prise par cet organisme de l'exécutif ou par le Gouvernement lui-même.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, nonobstant tout ce que fera le député pour donner un autre tour aux paroles qu'il a prononcées, la question est une infraction

directe au droit constitutionnel. (*Exclamations*). Je n'ai jamais encore entendu poser à la Chambre une question tendant à savoir si une décision avait été prise par le cabinet.

Une voix: Et vos discours?

Le très hon. M. Diefenbaker: Combien de députés assument-ils ici les fonctions de M. l'Orateur?

Des voix: Oh! oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

Le très hon. M. Diefenbaker: Mon honorable ami sait qu'il a poussé beaucoup au-delà des limites le genre de questions qu'on formule depuis un certain temps. Celle-ci enfreint nos droits.

M. l'Orateur: J'ai écouté le premier ministre au sujet du rappel au Règlement et je l'ai rappelé à l'ordre, parce que j'ai pensé qu'il en dépassait le cadre. J'ai déjà rendu ma décision sur le sujet et, à mon sens, il ne convient guère que la Chambre continue de discuter le rappel au Règlement, sauf pour écarter un malentendu possible. J'ai saisi la question de l'honorable député. Ce que j'en pense, ainsi que je l'ai déclaré, c'est qu'il est absolument contraire au Règlement de demander des renseignements sur la méthode à laquelle le Gouvernement recourt pour prendre sa décision au sein du cabinet. Il est également contraire au Règlement en soi de demander si la question était à l'ordre du jour, et c'est ce que l'honorable député a demandé. Ce qu'on peut évidemment demander, c'est quelle décision le Gouvernement a prise. Si je comprends bien, la décision du Gouvernement est une et indivisible. Il n'est pas permis à la Chambre de demander des renseignements sur la manière dont la décision a été prise ni, en particulier, sur la méthode suivie au cabinet.

M. Coldwell: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur, afin de poser une question. N'est-il pas permis à un député de demander s'il s'agit d'une décision du Gouvernement ou d'une décision d'un ministre?

M. l'Orateur: Mon honorable ami pose une question hypothétique. Je traiterai volontiers ce sujet quand il se présentera, mais personne n'a posé une telle question aujourd'hui. Je pourrais exposer mes vues, si la Chambre le veut. A mon sens, les honorables députés ont le droit de savoir si un ministre a énoncé sa ligne de conduite ou s'il a énoncé la ligne de conduite du Gouvernement.

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Cette décision a-t-elle été prise par le ministre de la Défense nationale ou par l'ensemble du Gouvernement du Canada?